



L'action citoyenne : Repousser les limites

Combien de gens se sont un jour demandé comment une personne peut-elle faire la différence? Combien d'entre nous se sont demandé comment faire pour préserver et soutenir la communauté dans laquelle nous nous sentons chez nous, où les moyens de subsistance sont assurés, où les enfants reçoivent une bonne éducation et où les personnes âgées vieillissent dans la dignité?



En cette année qui marque notre 30^e anniversaire, Inter Pares, nos collègues, nos homologues et de nombreux partisans de tous les coins du pays avons fait le point sur les combats titanesques que nous avons menés jusqu'ici pour tirer les leçons du passé et repartir sur des bases plus solides.

Considérer, dans la solitude, sa place dans le monde suffit à rendre les difficultés insurmontables. Nous sommes tous confrontés à des obstacles qui peuvent paraître incontournables ou hors de notre contrôle. Que dire, par exemple, des assauts incessants que subit l'environnement planétaire qui pourtant nourrit notre vie sur Terre? Que faire pour que des milliers de nos semblables ne vivent plus en exclus et qu'ils puissent profiter des bontés de la terre qui sont aujourd'hui le privilège d'une minorité? Comment changer le fait que les libertés et l'égalité des chances de la plupart des gens sur la planète sont limitées non pas par leur créativité, mais par les régimes sociopolitiques fondés sur la discrimination en fonction de l'appartenance à un sexe, une classe ou une race?

Dans tous les pays du monde, des millions de femmes et d'hommes luttent, à leur manière, avec ces questions. Il suffit pourtant que nous partagions nos questionnements et nos inquiétudes en tant qu'amis, voisins ou êtres humains pour s'apercevoir que nous ne sommes pas aussi seuls que nous le croyons. Nous découvrons alors que nous ne partageons pas seulement les mêmes peurs mais aussi les mêmes rêves. Nous prenons aussi conscience de la sagesse de nos expériences, affirmant notre savoir et ce qui compte à nos yeux. Petit à petit, cette prise de conscience commune nous pousse à agir : nous constatons alors qu'en nous unissant à d'autres citoyens, nous pouvons faire la différence.

C'est en 1975 qu'Inter Pares a été créée par des personnes qui voulaient changer le monde par l'action collaborative. Au cours des trente dernières années, Inter Pares s'est alliée à des

organisations homologues en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada en vue de promouvoir et de soutenir l'action citoyenne pour un monde meilleur. Cette action citoyenne a pris de multiples formes: gestion par les communautés de pêcheurs des ressources côtières en Guinée-Bissau, revendication par les femmes du droit à la santé et à la sécurité au Soudan, création de cliniques communautaires à Manille ou participation des femmes autochtones à la gouvernance locale dans les montagnes du Pérou. En ralliant appuis politiques et financiers au Canada et dans le monde, Inter Pares a favorisé la consolidation de la société civile au sein de pays plus démocratiques et plus justes. Les leçons tirées de notre expérience internationale ont été rapatriées au Canada non seulement grâce au partage de notre apprentissage mais aussi en mettant en rapport les combats menés dans le monde avec les efforts consentis au Canada même.

Après trente ans de militantisme, force est de constater combien les idées et le courage d'une poignée de personnes résolues stimulent les autres à transformer leur vie. Il faut aussi reconnaître que les succès enregistrés par un groupe peuvent en inspirer d'autres – un village voisin ou un autre continent – à repousser les limites du présent pour améliorer l'avenir.

En cette année de notre 30^e anniversaire, Inter Pares a tenu à rendre hommage à des personnes qui, au Canada et ailleurs, ont fait partie de notre histoire. Nous avons tenté de voir l'avenir ensemble. Nous avons découvert que la mise en commun de trois décennies d'apprentissage et de collaboration dans le monde entier est plus qu'une source d'inspiration. Partager nos expériences, c'est aussi affiner notre vision et renforcer notre détermination. À ceux qui prétendent qu'une personne ne peut changer le monde, nous répondons aujourd'hui qu'une personne peut faire toute la différence. ✂

Jeter des ponts : L'action citoyenne au Canada et dans le monde

En mai dernier, dans le cadre des activités du 30^e anniversaire d'Inter Pares, nos collègues, Asha El-Karib du Gender Centre for Research and Training, au Soudan, Khushi Kabir de Nijera Kori, au Bangladesh, et Yao Graham de Third World Network – Africa (TWN-Africa), au Ghana, se sont rendus à Winnipeg pour prendre part à un forum public intitulé : « L'action citoyenne - Repousser les limites : Vers un nouvel internationalisme ». Peter Gillespie d'Inter Pares a ensuite accompagné Khushi Kabir à Nelson et à Comox, en Colombie-Britannique, pour partager des expériences d'action citoyenne pour le changement avec le public et des partisans d'Inter Pares. Voici le rapport de Peter.

De Winnipeg...

Nous n'étions pas préparés à affronter le froid de Winnipeg. Malgré le fait que nous étions au début du mois de mai, il faisait moins douze degrés et la neige tombait. Susan White du Réseau canadien pour la santé des femmes a guidé nos pas dans la ville en nous faisant le récit du passé sociopolitique dont Winnipeg a été témoin. Elle n'a pas manqué de nous faire visiter la tombe de Louis Riel. Nous avons aussi assisté à la réunion de la Just Income Coalition, un rassemblement de vingt-cinq groupes communautaires du Manitoba qui réclame l'augmentation du salaire minimum. Des membres de cette coalition nous ont expliqué qu'une famille dont le revenu correspond au salaire minimum vit de loin sous le seuil de la pauvreté. À ce jour, le gouvernement provincial n'a toujours pas donné suite aux appels visant à assurer un salaire décent.

Une foule s'était rassemblée au West End Cultural Centre de Winnipeg pour entendre Khushi, Asha et Yao parler de leur travail. Pour Khushi, cette soirée était l'aboutissement du périple entamé lors de sa première visite à Winnipeg en 1982 lorsqu'elle a rencontré pour la première fois des groupes locaux s'intéressant à la santé des femmes et au militantisme féminin. Il était donc tout à fait approprié que Madeline Boscoe, directrice générale du Réseau canadien pour la santé des femmes, entame la soirée en rappelant que la visite de Khushi en 1982 avait été le point de départ d'une série d'initiatives d'Inter Pares ayant contribué à la création du Réseau.

Khushi a parlé de son action auprès des populations les plus pauvres et les plus marginalisées du Bangladesh, des activités d'organisation qui devraient leur permettre de faire valoir leurs droits collectivement et du rôle central que jouent les femmes dans les processus de développement. Elle a établi un parallèle entre sa lutte contre la pauvreté au Bangladesh et les efforts de la Just Income Coalition : « Comme nous sommes confrontés à des problèmes similaires, c'est ensemble que nous devons trouver des solutions ».

Asha a évoqué la violence faite aux femmes, les accords de paix récents et les négociations sur une nouvelle constitution, au Soudan. Elle a présenté les activités de son organisation qui visent à éliminer la mutilation des organes génitaux des femmes, pratique encore largement répandue dans son pays. Grâce à des efforts acharnés et graduels, Asha et ses collègues ont réussi à lancer le débat sur ce thème au sein de plusieurs communautés. Elles ont constaté qu'il n'avait jamais fait l'objet d'une discussion publique, mais aussi que la majorité reconnaissait que la pratique était violente, humiliante et traumatisante pour les filles. Par le biais d'une approche participative prudente, Asha et ses collègues du Gender Centre ont convaincu des dizaines de villages de renoncer à la mutilation des organes génitaux des femmes.

Yao Graham de TWN-Africa s'est penché sur la place de l'Afrique dans l'économie mondiale. « Ce serait une erreur de penser que les pays africains ne sont pas intégrés dans l'économie mondiale. La plupart des pays africains y sont profondément intégrés; c'est là la raison première de leur grande pauvreté ». La majorité des économies africaines ont été structurées à l'ère coloniale pour qu'elles dépendent de l'exportation d'une matière première ou deux. L'effondrement du prix des matières premières au cours des vingt dernières années a été catastrophique pour ces pays qui croulent désormais sous le poids de la dette tandis que les gouvernements essaient de compenser. « Si le prix des matières premières était resté stable durant cette période, les revenus des pays africains seraient bien plus élevés aujourd'hui ». Il faut tenir compte de ces réalités structurelles historiques lorsqu'on traite de la problématique de la pauvreté et du développement en Afrique.

Yao a aussi évoqué le « déficit démocratique », l'absence de véritable contrôle démocratique citoyen sur l'action des élus, qui est apparent dans presque tous les pays du monde et encore plus dans les institutions multilatérales comme la

À la défense de la terre et des moyens de subsistance

Depuis de nombreuses années, Inter Pares collabore avec Nijera Kori, avec l'appui d'autres ONG canadiennes, pour documenter l'impact environnemental de l'élevage des crevettes sur les communautés côtières en Asie. Le rapport est publié en anglais seulement sur le site Internet d'Inter Pares au www.interpares.ca/en/publications/colworks-archive.php.

La démocratie au féminin au Soudan

Au cours de sa visite à Ottawa, Asha El-Karib a fait une présentation sur les perspectives d'une fin des conflits au Soudan devant le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères. Elle a mis l'accent sur le besoin de rendre la démocratie sensible aux relations entre les genres pendant le processus de paix et la nécessité de reconnaître les causes profondes de la pauvreté. La retranscription de l'intervention d'Asha et celle d'une entrevue publiée dans le *Bulletin* de septembre 2005 sont affichées sur le site Internet d'Inter Pares, sous l'onglet « Publications ».



RITA MORBIA

Khushi Kabir avec Peter Gillespie.

Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou l'Organisation mondiale du commerce. « Au Canada, comme en Afrique, il faut faire en sorte que les individus deviennent des citoyens actifs pour qu'ils comprennent le sens des décisions qui les touchent et qu'ils interpellent les élites qui organisent le monde à leur avantage. C'est notre tâche primordiale ».

...à Nelson et Comox, Colombie-Britannique

De Winnipeg, Khushi et moi nous sommes rendus dans la petite ville pittoresque de Nelson, en Colombie-Britannique. Delyse Sylvester, membre du Conseil d'administration d'Inter Pares et résidente de Nelson, nous a rencontrés à l'aéroport. Durant la soirée, les habitants de la ville se sont réunis pour entendre Khushi raconter son travail et ses relations avec Inter Pares. Elle a expliqué que la majeure partie de ce qu'on appelle développement, au Bangladesh, n'est rien de plus que de l'assistance sociale pour les pauvres. « Permettre aux individus de s'organiser pour qu'ils fassent valoir leurs droits de citoyens est capital pour que les choses bougent et pour éliminer les causes structurelles de la pauvreté ». La discussion était animée; questions et commentaires fusaient dans l'auditoire. Un participant a fait remarquer qu'il était important de s'organiser au Canada pour contrer la pauvreté et l'exclusion qui sévissent ici aussi. En réponse à la question d'une femme qui s'inquiétait de connaître les principaux problèmes en matière de santé auxquels étaient confrontés les Bangladais, Khushi a simplement répondu : « La pauvreté ».

Le lendemain, nous étions à Comox, sur l'île de Vancouver. Agathe Gaulin, membre du Conseil d'administration d'Inter

Pares, avait organisé un événement public dans une église près du port. Durant la soirée, des personnes de tous âges sont venues à notre rencontre. Khushi a exposé les effets sociaux et écologiques de l'élevage des crevettes au Bangladesh. « Les habitants des zones côtières sont violemment expulsés ». Des terres agricoles qui, autrefois, assuraient la subsistance de la population sont transformées en immenses bassins d'eau salée destinés à produire un aliment de luxe pour les marchés étrangers. Le gouvernement du Bangladesh et la Banque mondiale ont encouragé ces activités qu'ils inscrivent dans le cadre du « développement » et qui sont censées rapporter des devises au pays. À mon tour, j'ai décrit les activités de sensibilisation d'Inter Pares et les publications portant sur l'élevage des crevettes en Asie; j'ai évoqué mes visites dans les communautés côtières ravagées par la destruction des forêts de mangroves qui les protégeaient des cyclones et des tsunamis.

L'auditoire a suivi avec intérêt l'exposé sur l'élevage des crevettes qui leur a rappelé la pisciculture pratiquée sur le littoral de leur province. La discussion s'est animée sur la question des conséquences environnementales de la pisciculture et sur la dégradation des bancs de saumons sauvages. Tout comme au Bangladesh, les activités piscicoles sont aux mains de multinationales étrangères qui répondent aux besoins de consommateurs étrangers. Il s'ensuit que les populations sont privées des ressources locales qui se retrouvent entre les mains des acteurs des marchés internationaux. À la fin de la soirée, une femme a remercié Khushi de s'être déplacée jusqu'à Comox, ajoutant qu'elle se sentait honorée d'avoir pu faire sa connaissance. Une autre personne nous a remerciés pour lui « avoir remonté le moral » et avoir stimulé son esprit militant.

Avant que Khushi ne reprenne l'avion pour un long voyage jusqu'au Bangladesh, nous avons commenté tout ce que nous avons vu et entendu de Winnipeg à Comox. Nous avons constaté que tous ceux que nous avons rencontrés reconnaissent, dans une large mesure, que nous menons essentiellement le même combat. Que ce soit la promotion du droit des femmes aux services de santé ou l'organisation pour revendiquer les droits des citoyens au Bangladesh ou pour traiter des causes profondes de la pauvreté à Winnipeg, nous œuvrons tous pour changer les inégalités structurelles dans nos sociétés. Nous sommes tous des citoyens qui agissons dans notre environnement; nous avons donc beaucoup à apprendre les uns des autres. Ce fut aussi un grand honneur de rencontrer, dans leur communauté, tant de partisans d'Inter Pares dont l'appui financier et politique a été essentiel au maintien de notre action au cours des trois dernières décennies. ❧

Pour des économies démocratiques en Afrique

Third World Network – Africa (TWN – Africa) joint ses efforts à ceux d'organisations citoyennes du continent pour effectuer des recherches et réaliser des activités de sensibilisation portant sur les effets des accords commerciaux internationaux sur les économies africaines. TWN – Africa agit aussi auprès des instances publiques afin de les éveiller aux enjeux des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Pour sa part, Inter Pares transmet les perspectives défendues par TWN – Africa aux décideurs canadiens pour qu'ils jouent un rôle responsable dans la promotion d'économies démocratiques. La retranscription de l'intervention de Molly Kane, Directrice générale d'Inter Pares, au Comité sénatorial permanent des affaires étrangères est affichée sur le site Internet d'Inter Pares, sous l'onglet « Publications ».

Notre demeure est notre terre promise



RITAMORIBIA

Augusta Henriques est Secrétaire générale de Tiniguena, un organisme dont la mission consiste à soutenir le développement durable en Guinée-Bissau en encourageant l'engagement des citoyens dans la conservation et le respect des ressources naturelles et culturelles. Voici un extrait de l'allocution qu'elle a prononcée en avril dernier lors de l'ouverture du symposium qui s'est tenu à l'occasion du 30^e anniversaire d'Inter Pares. Le texte intégral est affiché sur le site Internet d'Inter Pares.

J'habite un tout petit pays ignoré par la communauté internationale, la Guinée-Bissau, situé entre le Sénégal et la Guinée-Conakry. C'est un très beau pays, riche en ressources naturelles et culturelles, mais appauvri par des politiques inappropriées imposées par les institutions de Bretton-Woods dans les années 1980 : ajustement structurel, libéralisation de l'économie, abandon par l'État des secteurs sociaux, etc.

Comme résultat de ces politiques, les écarts socio-économiques se sont approfondis, la corruption s'est installée, la pauvreté, la violence s'est intensifiée et nous avons connu une année de conflit armé, entre juin 1998 et 1999. Depuis ce temps, la Guinée-Bissau est plongée dans l'instabilité.

Face à un tel scénario, comment garder l'espoir dans l'avenir? Comment contribuer pour le changement social? Comment aider les Guinéens à croire dans leur capacité de changer leur quotidien et leur avenir? Comment les mobiliser pour une action citoyenne qui défie les limites du pays et ses propres limites?

Tiniguena, l'ONG que je dirige, oeuvre pour le changement social en Guinée-Bissau depuis sa création en 1991, avec le soutien de plusieurs partenaires internationaux, Inter Pares étant parmi les plus complices. Tiniguena travaille au niveau local, en appuyant des initiatives communautaires d'appropriation et de gestion durable de leurs espaces et ressources naturelles. Nous agissons aussi au niveau national, menant des actions d'information, de sensibilisation et de plaidoyer visant la conservation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel national.

J'ai été au Mali, en février passé, dans le cadre des travaux de la Coalition sous-régionale pour la défense du patrimoine génétique africain, créée en janvier 2004 et dont Tiniguena fait partie. Nous avons participé à la deuxième édition du forum sur le coton africain où les paysans ont débattu des questions liées à la production et la valorisation du coton, au commerce international, y compris les risques d'introduction au Mali du coton transgénique de Monsanto, le fameux « coton BT ». La devise de cette rencontre pleine d'enseignements en matière d'action citoyenne était : résistance, créativité, solidarité.

Je pense que notre réponse doit se traduire en *résistance* à la manipulation et à la barbarie, pour la préservation des ressources stratégiques pour la vie, pour le contrôle sur notre propre existence, pour l'instauration des valeurs et des modes de vie humains, sains, harmonieux.

Notre action devra chercher la *créativité*, car nous sommes dans une sorte de cycle vicieux, d'où il faut sortir impérativement et pour y arriver, il nous faudra beaucoup d'imagination.

La *solidarité* est essentielle, puisque c'est l'excès d'individualisme et d'égoïsme qui nous a amenés à cette voie sans issue, d'autodestruction. Seulement en réfléchissant, en agissant ensemble, en réinventant des nouvelles formes et mécanismes de solidarité, nous serons en mesure de retrouver la bonne voie pour la réalisation de l'être humain dans sa vraie vocation.

Mais, il faut oser rêver que le changement est à notre portée, que la terre promise, on peut bien la bâtir. Le rêve, pas l'évasion, le rêve c'est un droit. ✕

Inter Pares tient à exprimer sa gratitude au Centre de recherches pour le développement international pour le soutien qu'il a apporté aux activités présentées dans ce Bulletin.

Protéger le patrimoine

Tandis qu'Augusta Henriques se trouvait à Ottawa pour fêter le 30^e anniversaire d'Inter Pares, elle a appris que l'action de Tiniguena a abouti à la reconnaissance officielle du Plan de gestion d'Urok et de la nouvelle Aire communautaire marine protégée du complexe des îles d'Urok (Formosa, Nago et Chedia). Grâce à cette décision, la population bijago d'Urok jouit désormais de droits exclusifs pour l'exploitation des ressources dans des zones d'importance vitale. Cette décision est susceptible de garantir la sécurité alimentaire de la population des îles, de protéger la biodiversité du littoral insulaire, en restreignant la pêche commerciale et les pratiques non viables, et d'habiliter les communautés locales à la gestion de ressources essentielles à leur survie. Pour en savoir plus sur le Plan de gestion d'Urok, veuillez vous référer au *Bulletin* de septembre 2004 sur le site Internet d'Inter Pares au www.interpares.ca.

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 Téléc. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

